

## Des milliers de marins viennent alourdir la masse des chômeurs



La rencontre entre les hommes d'affaires représentant les acteurs de la pêche et le **Premier ministre, Moulaye Ould Mohamed Laghdaf**, n'a pas connu meilleur sort que les précédentes. Le journal arabophone Essevir qui rapporte l'information indique en effet que cette rencontre qui a eu lieu le mercredi dernier à la Primature a été un cuisant échec.

Après l'échec de la réunion qui les avait réunis avec le **PM**, les hommes d'affaires sont tout simplement revenus, penauds, à leurs sociétés pour procéder aussitôt à des coupes budgétaires pour suppléer au manque à gagner. Les clauses drastiques imposées par la **Mauritanie** dans les derniers accords de pêche à ses partenaires européens sont ainsi évoquées comme principale cause du marasme qui gangrène aujourd'hui la pêche en **Mauritanie**.

L'**Espagne**, principale "victime" de ces accords, mène ainsi depuis plusieurs semaines un intense lobbying auprès de la Commission européenne pour en revoir les clauses. En attendant, selon Essevir, les sociétés de pêche, ont procédé à d'intenses coupes dans leurs budgets, mettant à la porte des milliers de marins et autres agents de mer.

Pour autant, les investisseurs nationaux dans le domaine de la pêche n'en veulent pas **au ministre des Pêches et de l'Economie Maritime, Aghdhafna Ould Eyih**. Ils en veulent particulièrement à sa hiérarchie, étant entendu que le ministre ne prend pas librement les décisions concernant la gestion de son département et ne peut dans ce cadre honorer le moindre engagement pris au nom de l'Etat. Les décisions viennent de "là-haut", ce "là-haut". En fait, le dossier de la pêche n'est pas en réalité géré par le ministère de tutelle ni par son patron.

Il est de la compétence de son Super "Conseiller", un officier à la retraite, parachuté directement de la Direction maritime et qui possède une double casquette, en tant que Secrétaire général du Rassemblement des sociétés de sécurité chargées du gardiennage. C'est lui aussi qui gère directement les **Accords de pêche avec l'Union Européenne**.

Naturellement, les premiers boucs-émissaires de cette situation sont les marins mauritaniens. Essevir notera que 400 d'entre eux qui travaillaient pour le compte de la société **Meïloud Ould Lekhal** ont été débarqués, l'entreprise faisant face à une situation particulière. La famille **Mouknass** elle aussi a procédé à un débarquement massif de 900 marins. Deux grosses entreprises, dont les personnels ont finalement bénéficié d'un sort enviable quand on sait que des milliers d'autres marins se sont retrouvés du jour au lendemain dans les mailles du chômage, après le départ des bateaux européens au bord desquels ils gagnaient jusque-là leur vie, ou après que des sociétés aient mis la clé sous le paillason.

Ainsi, la révision des accords de pêche **UE-Mauritanie**, présentée comme un coup de maître par nos Autorités du secteur de la pêche, pourrait être en définitive désastreuse pour l'économie nationale et la survie de plusieurs milliers de citoyens. Très attractif sur le papier, avec un apport pour le Trésor Public de 115 Millions d'Euros en 2 ans au lieu de 84 Millions en quatre ans, un renforcement du quota d'équipages, 60% au lieu de 15%, l'obligation de débarquer 2% des saisies au Port de **Nouadhibou**, l'accord reste encore théorique. Il s'est traduit par le départ massif des bateaux européens qui ont quitté les eaux territoriales mauritaniennes.

Résultat, zéro entrée de devises pour le Trésor public, zéro équipage mauritanien dans les bateaux de pêche, zéro production débarquée dans le Port de **Nouadhibou**. La dernière révision des accords de pêche avec l'**Union Européenne** est en réalité un désastre et un drame pour l'économie mauritanienne, aussi bien en termes d'entrées de devises, d'emplois, de lutte contre la pauvreté que de stabilité sociale. Les calculs politiques des Autorités qui comptaient engranger les dividendes d'une telle prouesse seraient derrière le challenge susurré par les mauvais conseillers du président qui lui ont fait miroiter que le "miracle" était possible. A défaut d'un assentiment muet des Européens à leurs conditionnalités, ils lui ont fait comprendre que les Chinois étaient là pour remplir le vide. **Poly-Hondon** et ses chalutiers dévastateurs ainsi que ses affidés locaux, peuvent désormais saccager tout seul, les vastes et poissonneuses richesses halieutiques du pays.

Aujourd'hui, les Mauritaniens n'ont plus la possibilité de profiter grandement de leurs eaux maritimes. Le travail n'y existe plus et manger du poisson relève désormais du miracle. Imaginer que le poisson populaire, le "Yaye Boye" a vu son prix multiplié par dix, allant de 10 UM l'unité à 200 UM à **Nouakchott**. Adieu, **Courbines, Thiof, Banda, Kibaro, Capitaines**... Des crudités dont raffolent les Mauritaniens et qu'ils consommaient "en-veux-tu en-voilà", il y a à peine quelques années et qui sont devenus ces jours-ci des objets d'antiquité.

L'économie de la ville de **Nouadhibou**, ville qui peine encore à conserver son titre de "Capitale économique", et qui le fut dans le passé, est complètement anéantie. Essentiellement maritime, la vie à **Nouadhibou** est intimement liée à l'activité de pêche, une économie locale qui a disparu aujourd'hui du fait de mauvaises politiques et de jeux d'intérêts sordides qui sacrifient la grande masse laborieuse sur l'autel des intérêts individuels des tenants du pouvoir et de leur cour restreinte. Quant au fer, deuxième activité à **Nouadhibou**, les populations n'en récoltent plus que la saupoudreuse poussière ou l'assourdissant bruit des wagons qui traversent la ville jour et nuit.

Transvasé directement du train, le minerai est acheminé au Port minéralier puis embarqué vers des destinations diverses. Les marchés de **Nouadhibou** ont ainsi perdu au fil des ans, cette fluidité de l'argent tout frais, ainsi que toute cette effervescence des jours de paye, lorsque les agents de la bou des contingents de marins juste débarqués, venaient dépenser des folies.

La situation de l'heure dans la capitale économique est alarmante. La dérive de la politique économique est devenue plus qu'alarmante. Ainsi, l'échec du ministère des Pêches à gérer judicieusement l'un des plus importants dossiers économiques du pays, celui qui crée le plus d'emplois et fait rentrer d'importantes devises au pays, n'est que le reflet d'un échec général du gouvernement dans tous les secteurs. Cet échec sonne ainsi le glas d'une crise économique et sociale qui s'amplifie de jour en jour, rappelant dangereusement les conditions qui avaient entraîné la chute sans honneur des régimes précédents.

Aujourd'hui, des appels sont lancés en direction du président **Mohamed Ould Abdel Aziz** pour qu'il revioie la copie périmée du gouvernement **Moulaye Ould Mohamed Laghdaf**.

**Cheikh Aïdara.**